Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

54 | 2017

La part animale du XIX^e siècle

Vincent VILLETTE, *Apprendre à voter sous la II^e République. Le suffrage de masse dans le département de la Seine (1848-1851)*

Paris, Les Indes Savantes, 2013, 303 p., 29 €

Christophe Voilliot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5234>

DOI : 10.4000/rh19.5234

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2017

Pagination : 220-222

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Christophe Voilliot, « Vincent VILLETTE, *Apprendre à voter sous la II^e République. Le suffrage de masse dans le département de la Seine (1848-1851)* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 54 | 2017, mis en ligne le 01 juillet 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5234> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.5234>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

Vincent VILLETTE, *Apprendre à voter sous la II^e République. Le suffrage de masse dans le département de la Seine (1848-1851)*

Paris, Les Indes Savantes, 2013, 303 p., 29 €

Christophe Voilliot

RÉFÉRENCE

Vincent VILLETTE, *Apprendre à voter sous la II^e République. Le suffrage de masse dans le département de la Seine (1848-1851)*, Paris, Les Indes Savantes, 2013, 303 p., 29 €.

- ¹ Issu d'une thèse de doctorat en histoire soutenue à l'EHESS, ce livre est une contribution importante à l'histoire des pratiques électorales en France dont l'intérêt va au-delà de son caractère apparemment monographique. Il se situe, selon son auteur, « à la croisée d'une histoire conceptuelle et matérielle des élections » (p. 17). Ce parti-pris méthodologique n'est pas sans inconvénient car, dans les faits, les deux approches sont plus juxtaposées qu'hybridées. La première partie consacrée à l'invention du « suffrage quarante-huitard » est une longue dissertation sans aspérités, très inspirée des thèses de Pierre Rosanvallon et de Patrice Gueniffey, où se donne à voir l'esprit de synthèse de Vincent Villette. On regrettera néanmoins la manière très conventionnelle et partiellement erronée dont l'auteur présente la figure de Cormenin comme un pamphlétaire « républicain », en sous-estimant son rôle passé de jurisconsulte¹. L'auteur conclut cette partie en affirmant que « le suffrage universel de 1848 n'est pas accepté pour ce qu'il est réellement, c'est-à-dire une technique d'expression effective d'une souveraineté populaire » (p. 81). Peut-être eût-il été plus pertinent de marquer l'oscillation entre technologie d'État et suffrage de masse ; cette dernière expression

permettant de figurer ainsi la réalité des pratiques électorales en contournant la référence toujours problématique à l'universel s'agissant d'un corps électoral masculin.

- 2 La seconde partie est beaucoup plus stimulante même si les matériaux d'enquête auraient mérité d'être reliés de manière plus systématique aux transformations des pratiques politiques des quarante-huitards et de leurs adversaires. C'est en effet dans l'étude de la matérialité du vote que les qualités d'historien de Vincent Villette se donnent à voir. Le département de la Seine est, de ce point de vue, un terrain d'enquête singulier car les contraintes matérielles et politiques y sont hypertrophiées du fait du nombre potentiel d'électeurs d'une part, de la politisation d'une fraction de la population parisienne de l'autre. L'auteur montre ainsi comment se met en place une nouvelle organisation administrative électorale autour du maire de Paris au printemps 1848 et les critiques que les républicains les plus radicaux font de ce dispositif. Regrettons au passage qu'il n'ait pas eu recours sur ce point aux archives du *Club des clubs* qui fournissent de nombreux témoignages de l'activité des partisans de Ledru-Rollin.
- 3 C'est l'analyse serrée des pratiques de vote qui constitue le point fort de la démonstration. Vincent Villette estime que « la réussite du scrutin passe par la constitution efficiente d'un recensement de ceux qui sont admis à exercer leur souveraineté et par le rejet de ceux qui n'ont pas les qualités pour voter » (p. 111). Cette première contrainte inhérente au suffrage de masse apparaît comme un véritable « défi technique et bureaucratique » (p. 114) car le département de la Seine compte désormais vingt fois plus d'électeurs que sous le régime précédent. Les techniques d'inscription d'office mises au point dans l'urgence, complétées par l'appel aux « citoyens non recensés et désireux d'user de leur droit de se faire identifier en mairie » (p. 123) vont révéler un nouveau corps électoral. En avril 1848, l'identification des électeurs est plus une affaire de confiance que de preuves d'état-civil car les listes électorales demeurent approximatives ce qui explique, par exemple, pourquoi de nombreux étrangers ont pu voter. Progressivement, le processus d'élaboration des listes électorales va se « parfaire » (p. 139). Seul le vote des militaires demeurera chaotique en raison du choix opéré d'un vote séparé lors de la rédaction du décret du 5 mars 1848. Alors même que la qualité de ces listes s'améliorait, elles firent l'objet de critiques toujours plus acerbes de la part des conservateurs. Ces critiques constituent une sorte de généalogie de la loi du 31 mai 1850 qui réintroduira une logique censitaire dans la construction du corps électoral. Ses effets furent particulièrement marqués dans le département de la Seine (- 61 % d'électeurs) du fait de l'exclusion des ouvriers itinérants, sans pour autant réussir à inverser un rapport de force alors favorable aux démocrates-socialistes dans l'est de Paris.
- 4 L'auteur étudie également les solutions retenues pour aménager l'espace du vote. Dans la capitale, qui concentrait 79 % des électeurs du département de la Seine, une nouvelle cartographie par sections fut élaborée afin de répartir au mieux les électeurs entre les différentes « salles de vote ». En banlieue, où s'appliquait la règle du vote au chef-lieu de canton, le sectionnement des bureaux aboutit progressivement à une « communalisation du vote » (p. 189). Autre caractéristique de ce suffrage de masse, l'abandon du vote en assemblée au profit d'un vote en flux où les électeurs étaient appelés nominalement et devaient préalablement rédiger leur bulletin de vote. La salle de vote devint ainsi un espace contrôlé et autonome. De même, le bureau n'était plus l'émanation des électeurs assemblés mais un instrument d'encadrement de la

procédure de vote, la participation des électeurs étant limitée au seul dépouillement des suffrages. Avec la pratique du sectionnement et la baisse de la participation lors des élections législatives partielles, l'influence des membres du bureau va augmenter, jusqu'à susciter des protestations en 1850 lorsque les électeurs furent exclus du dépouillement. L'instruction du préfet de la Seine du 1^{er} mars 1850 était, il est vrai, assez contestable en droit, mais elle s'inscrivait dans le renforcement du répertoire d'action de la candidature officielle, ce que je me permets d'ajouter aux analyses au demeurant très complètes de Vincent Villette.

NOTES

1. Christophe Voilliot, « Cormenin et la formalisation du droit de l'élection », *L'ordre électoral : savoirs et pratiques - Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 43, 2011/2, p. 77-93.